

En avant vers la voie médiane

Articles

Le 1er avril 2006 |

Elections législatives en Israël, le 28 mars dernier. Kadima, le parti centriste du premier ministre Ehud Olmert l'a emporté. Mais il va devoir chercher de nombreux partenaires pour former un gouvernement, une coalition, nécessairement fragile, de partis disparates.



Photo : Belga

Les élections législatives israéliennes du 28 mars dernier ont vu la victoire de Kadima (« En Avant ! »). Kadima est le parti du premier ministre sortant, Ehud Olmert. Il fait une remarquable avancée et décroche 28 des 120 sièges de la **Knesset**. L'Avoda, parti travailliste, emmené par Amir Peretz, maintient sa représentation parlementaire. Il arrive en deuxième position avec 20 sièges. Le Likoud de Binyamin Netanayahou, dont la plupart des membres de Kadima viennent, s'effondre. Il n'arrive qu'en cinquième position avec 11 élus. Il est battu de deux sièges par le parti Shas (parti religieux) et d'un siège par Notre Maison Israël, un parti **russophone** d'extrême-droite. Ce parti dirigé par Avigdor Liebermann, réalise une percée inquiétante et attendue.

L'autre grand gagnant de ce **scrutin**, c'est l'abstentionnisme. Seulement 63% des électeurs se sont déplacés. C'est le taux le plus bas de la jeune histoire d'Israël. Pour le professeur Avraham Dskin, chargé d'organiser un sondage pour le compte de la Commission électorale, ce taux d'abstention montre « un manque de confiance à l'égard du processus électoral et de la démocratie ».

Une coalition disparate

Pour former son gouvernement, Ehud Olmert va devoir sortir sa calculatrice et chercher des alliés, naturels et de circonstance. Le partenaire le plus évident est le parti travailliste. Mais si on additionne les voix des deux partis, on n'a pas une majorité suffisante. Une coalition à deux aurait du mal à tenir. Il va donc falloir former une coalition avec d'autres

partis. Comme le surprenant Parti des retraités qui a récolté sept sièges, mais aussi le Shas, le Parti orthodoxe de la Bible (six députés) ou encore le parti Meretz (pacifistes de gauche) qui compte quatre élus. Ce qui unit cette coalition faite de bric et de broc ? Le fait de pouvoir s'entendre sur la politique à mener face à la question palestinienne. En fait, le parti Kadima a axé l'essentiel de sa campagne sur cette question. Au point que certains ont parlé d'un **référendum** déguisé. Dans ce domaine, Ehud Olmert a d'ailleurs repris le flambeau d'Ariel Sharon. Il a succédé à celui-ci à la tête du gouvernement en janvier dernier. Quand Ariel Sharon, alors premier ministre, est tombé dans le coma (état le quel il est encore à ce jour).

Kadima et la question palestinienne

Kadima défend l'idée d'un retrait partiel des territoires palestiniens occupés. Son analyse est la suivante. Le rêve d'un grand d'Etat d'Israël, qui engloberait tous les territoires occupés est impossible. Impossible et dangereux. Dangereux, parce qu'à terme, la population juive y serait moins nombreuse que la population arabe. Celle-ci connaît une croissance démographique plus rapide. D'où l'idée de se retirer en partie, de rendre une partie des territoires de Cisjordanie et de Gaza aux Palestiniens et de **démanteler** des colonies juives installées dans ces territoires. En d'autres termes, Kadima défend une position de repli derrière des frontières plus sûres et sur des territoires plus homogènes dans la composition de sa population. Une position basée sur le principe du chacun chez soi et Israël à l'abri derrière un immense mur dont Ariel Sharon a commencé la construction. Cette idée a visiblement fait mouche. Pour Itzhak Katz, directeur d'un institut de sondage israélien, la campagne a été marquée par un recul des idéologies. « Les Israéliens ne s'enthousiasment plus pour la politique comme par le passé. Ils aspirent à vivre le plus normalement possible et, au final, ils voteront pour celui qui leur apportera la paix, même s'il faut pour cela abandonner les colonies ».

Reste à se demander si cette idée séduira les Palestiniens. Le plan de retrait israélien ne leur laisse que des territoires morcelés et qui ne sont pas viables sur le plan économique. Ces Palestiniens ont porté au pouvoir le Hamas, un parti islamiste radical qui a été à la base d'innombrables attentats sur le territoire israélien...

Olivier Brouet